

RCS : PONTOISE

Code greffe : 7802

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PONTOISE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

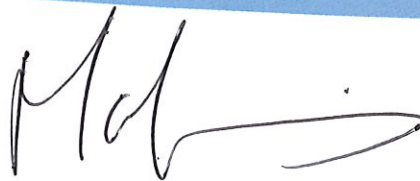
Numéro de gestion : 1987 B 01121

Numéro SIREN : 339 654 147

Nom ou dénomination : KEOLIS VAL D OISE

Ce dépôt a été enregistré le 05/09/2018 sous le numéro de dépôt 10544

COPIE CERTIFIEE CONFORME



COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2017

SNC KEOLIS VAL D'OISE

1 Chemin Pavé

95340 Bernes sur Oise

FRANCE

339654147

I. BILAN AU 31/12/2017

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	58 553	58 042	512	1 187
Fonds commercial	160 000	32 000	128 000	144 000
Autres immobilisations incorporelles	17 749	16 036	1 714	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	3 179	1 498	1 681	1 877
Constructions	1 446 989	301 505	1 145 484	1 221 320
Installations techniques, mat. et outillage	353 434	318 119	35 315	39 459
Autres immobilisations corporelles	6 025 356	3 630 523	2 394 833	2 324 466
Immobilisations en cours	13 673		13 673	21 402
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres immobilisations financières	14 802		14 802	14 802
ACTIF IMMOBILISE	8 093 736	4 357 722	3 736 014	3 768 514
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	23 347		23 347	48 946
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	982 545		982 545	514 676
Autres créances	2 478 833		2 478 833	1 113 214
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (Donc actions propres) :				
Disponibilités	139		139	98
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	5 517		5 517	2 533
ACTIF CIRCULANT	3 490 380		3 490 380	1 679 467
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	11 584 116	4 357 722	7 226 394	5 447 981



B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2017	Exercice 2016
Capital social ou individuel (dont versé : 127 500)	127 500	127 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)	2 082	2 082
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	365 720	264 359
Report à nouveau	557 877	403 776
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	429 788	255 463
Subventions d'investissement	708 311	791 303
Provisions réglementées	563 821	567 633
CAPITAUX PROPRES	2 755 099	2 412 115
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Droits du concédant		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	14 850	14 503
PROVISIONS	14 850	14 503
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 267	4 307
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	567 704	655 452
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	863 063	718 444
Dettes fiscales et sociales	673 123	653 190
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	592 997	335 664
Autres dettes	1 755 292	654 305
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	4 456 445	3 021 363
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	7 226 394	5 447 981



II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2017

Rubriques	Exercice 2017	Exercice 2016
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	5 771 915	5 461 871
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	5 771 915	5 461 871
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges	129 744	185 876
Autres produits	105 436	59 411
PRODUITS D'EXPLOITATION	6 007 095	5 707 157
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	552 659	527 778
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	26 943	-4 047
Autres achats et charges externes	1 666 391	1 452 996
Impôts, taxes et versements assimilés	269 025	270 906
Salaires et traitements	1 766 133	1 865 334
Charges sociales	700 722	743 356
Dotations d'exploitation :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	642 066	562 054
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		5 226
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		1 680
Dotations aux provisions	347	
Autres charges	35 015	219 686
CHARGES D'EXPLOITATION	5 659 301	5 644 969
RESULTAT D'EXPLOITATION	347 794	62 187
OPERATIONS EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	-3 227	
Produits financiers de participations	-3 227	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	13 507	32 938
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	13 507	32 938
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	-16 734	-32 938
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	331 060	29 249
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	226 820	267 799
Reprises sur provisions et transferts de charges	102 734	105 370
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-120	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	98 922	116 335
RESULTAT EXCEPTIONNEL	230 752	256 833



Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	65 563	36 237
Impôts sur les bénéfices	66 460	-5 617
TOTAL DES PRODUITS	6 333 422	6 080 325
TOTAL DES CHARGES	5 903 634	5 824 862
BENEFICE OU PERTE	429 788	255 463



III. ANNEXE

1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	8	4.2.1 Provisions pour risques <i>Erreur ! Signet non défini.</i>	
2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	8	4.2.2 Provisions pour charges.....	17
2.1 CONTRAT GERE.....	8	4.2.3 Provisions pour dépréciation.....	17
2.2 IMMOBILISATIONS.....	9	4.3 ETAT DES ECHEANCES DES DETTES	18
2.2.1 Immobilisations incorporelles.....	9	4.4 DETTES D'EXPLOITATION	19
2.2.2 Immobilisations corporelles.....	9	4.4.1 Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19
2.2.3 Immobilisations financières.....	10	4.4.2 Dettes diverses <i>Erreur ! Signet non défini.</i>	
2.3 INFORMATION SUR LES STOCKS	10	4.5 DETAIL DES CHARGES A PAYER	19
2.4 INFORMATION SUR LES CREANCES ET LES DETTES.....	10	4.6 ECARTS DE CONVERSION SUR CREANCES ET DETTES EN MONNAIES ETRANGERES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.5 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	5 NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT 21	
2.6 DISPONIBILITES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	5.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES	21
2.7 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10	5.2 DETAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	21
2.8 AVANTAGES AU PERSONNEL.....	10	5.3 QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS GARANTIES EN COMMUN	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.9 SUBVENTIONS PUBLIQUES D'INVESTISSEMENTS ..	11	5.4 TRANSFERTS DE CHARGE	22
2.10 SITUATION FISCALE	11	5.5 CHARGES ET PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.11 CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	5.6 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS	22
2.12 NOTION DE RESULTAT COURANT ET DE RESULTAT EXCEPTIONNEL	11	5.7 IMPOTS SUR LES BENEFICES	23
2.13 CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI (CICE) (APPLICABLE UNIQUEMENT POUR LES ENTITES AYANT CONSTATE UN CICE DANS LE CADRE DE L'INTEGRATION FISCALE).....	11	5.7.1 Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel	23
3 NOTES SUR LE BILAN ACTIF	12	5.7.2 Incidences des dispositions fiscales sur le résultat.....	23
3.1 ACTIF IMMOBILISE	12	5.7.3 Situation fiscale latente et différée	24
3.2 TABLEAU DES AMORTISSEMENTS	13	6 AUTRES INFORMATIONS	25
3.3 TABLEAU DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	13	6.1 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC DES PARTIES LIEES	25
3.4 CREANCES.....	14	6.2 ENGAGEMENTS FINANCIERS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.4.1 Etat des échéances des créances.....	14	6.3 ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET DES MEDAILLES DU TRAVAIL	25
3.4.2 Créances clients et comptes rattachés	14	6.3.1 Indemnités de départ en retraite ...	25
3.4.3 Créances représentées par des effets de commerce (si applicable).....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>	6.3.2 Médailles du travail.....	25
3.5 DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR	15	6.4 INFORMATIONS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL	ERREUR ! SIGNET NON
3.6 DISPONIBILITES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	6.5 DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES	ERREUR ! SIGNET
3.7 DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE.....	15	6.6 PASSIF EVENTUEL (A AJOUTER UNIQUEMENT SI L'ENTITE EST CONCERNEE)	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4 NOTES SUR LE BILAN PASSIF	16	6.7 EFFECTIF MOYEN	25
4.1 CAPITAUX PROPRES	16	6.8 INFORMATION RELATIVE AU CPF	26
4.2 PROVISIONS.....	17		



**6.9 REMUNERATIONS ALLOUEES AUX ORGANES
D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE
SURVEILLANCE ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
6.10 IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE26
**6.11 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES
ET PARTICIPATIONS ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

**7 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS
SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE
DE L'EXERCICE..... 26**



1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les événements suivants sont intervenus au cours de l'exercice :

- **Gain et renouvellement de contrat**

Au cours de l'exercice 2017, les négociations avec IDF MOBILITE ont aboutie au passage du contrat CT2 au contrat CT3 concernant la délégation de service public.

- **CICE**

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice) ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises il est affecté à la reconstitution du fonds de roulement.

2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis selon les règles énoncées par le plan comptable général suivant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC 2015-06 de l'Autorité des Normes Comptables, et les principes généralement admis dans la profession.

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour la présentation des états financiers, il n'est pas fait recours aux adaptations professionnelles du plan comptable professionnel PCG (art. 111-1 et 831-1/1).

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

2.1 Contrat géré

Notre société gère les transports publics de voyageurs de lignes régulières dans le département du Val d'Oise dans le cadre d'un contrat.

Conformément au contrat d'exploitation, les charges comprennent l'ensemble des coûts. Les produits sont constitués de la contribution forfaitaire versée par la collectivité et des recettes de la billetterie.



2.2 Immobilisations

Dans le cadre des conventions de délégation de service public, les immobilisations inscrites au bilan faisant l'objet d'un retour à l'autorité organisatrice en fin de délégation lui sont cédées à leur valeur nette comptable.

Le fonds de commerce inscrit à l'actif du bilan est composé de :

- Fonds commercial

2.2.1 Immobilisations incorporelles

- **Autres immobilisations incorporelles**

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les modes et durées d'amortissement sont les suivants :

Durée d'amortissement fiscal	DUREE	MODE
Logiciels informatiques	3 à 5 ans	Linéaire

2.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les modes et durées d'amortissement sont les suivants :

Immobilisations corporelles	DUREE	MODE
Constructions	15 à 20 ans	Linéaire
Matériels et outillages	5 à 10 ans	Linéaire
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel automobile		Linéaire
Véhicules neufs		Linéaire
Véhicules de tourisme	5 ans	Linéaire
Véhicules utilitaires (-3,5t de P.T.C.)	5 ans	Linéaire
Remorques	10 ans	Linéaire
Autocars et autobus	8 à 15 ans	Linéaire
Véhicules d'occasion	2 à 14 ans	Linéaire

La société applique l'amortissement dégressif fiscal pour le matériel roulant.

La différence entre l'amortissement dégressif et l'amortissement économique est comptabilisée au passif du bilan en amortissements dérogatoires.



Les coefficients d'amortissement dégressif appliqués sont les suivants pour les biens acquis sur 2017:

Durée d'amortissement fiscal	Coefficient
3 ou 4 ans	1,25
4 ou 6 ans	1,75
+ 6 ans	2,25

2.2.3 Immobilisations financières

- **Autres immobilisations financières**

Elles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Le cas échéant, une dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'utilité devient inférieure à leur coût d'acquisition.

2.3 Information sur les stocks

Les stocks portent sur des éléments interchangeable et sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré (CMP). Une dépréciation est constatée pour ramener ce coût à la valeur nette de réalisation si elle est inférieure.

2.4 Information sur les créances et les dettes

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Le cas échéant, une dépréciation est constituée dès constatation d'un risque de non recouvrement.

2.5 Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers résultant d'un évènement passé, dont le montant peut être estimé de manière suffisamment fiable et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

2.6 Avantages au personnel

Les avantages au personnel regroupent les indemnités de départ en retraite et les médailles du travail.

Les évaluations de ces obligations au titre des prestations définies sont effectuées annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des avantages au personnel sont les suivantes :



Durée d'amortissement fiscal	Coefficient
Taux d'actualisation	0.88
Taux d'inflation attendu sur le long terme	1,75
Taux de progression des assiettes salariales servant au calcul des indemnités de fin de carrière	4.7%
Taux moyen de rotation	3.0%
Type de départ en retraite	A l'initiative du salarié
Table de mortalité 2013	INSEE TD/TV 2012 - 2014

2.7 Subventions publiques d'investissements

Les subventions publiques qui couvrent partiellement ou totalement le coût des immobilisations sont comptabilisées au passif. Ces subventions d'investissements sont reprises en résultat au rythme des amortissements des immobilisations correspondantes.

2.8 Situation fiscale

Les résultats de la société sont intégrés dans le cadre d'un régime fiscal groupe. La société mère du groupe fiscal est la société GROUPE KEOLIS S.A.S. La convention prévoit que la société calcule la charge d'impôt comme si elle était imposée séparément.

Les économies réalisées par le régime fiscal de groupe liées aux déficits reportables sont conservées par la société mère en compte de résultat. Par contre, elles sont réallouées à la filiale au fur et à mesure de ses bénéfices à venir.

2.9 Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les plus ou moins values cycliques sur matériel de transport sont reclassées en résultat d'exploitation.

2.10 Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) (Applicable uniquement pour les entités ayant constaté un Cice dans le cadre de l'intégration fiscale)

Le CICE, qui est un crédit d'impôt, est inscrit en diminution de l'impôt sur les sociétés.



3 NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 Actif immobilisé

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2017
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles	234 589	1 714			236 302
Total 1 Incorporelles	234 589	1 714	0	0	236 302
Terrains	3 179				3 179
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	1 440 609	6 380			1 446 989
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	6 125	6 103			12 227
Installations techniques, matériels et outillages	351 242		-2 192		353 434
Matériel de transport	5 612 132	587 022	-4 505	273 433	5 930 226
Matériel de bureau et informatique, mobilier	73 522	9 381			82 903
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	7 486 809	608 886	-6 697	273 433	7 828 958
Immobilisations corporelles en cours (1)	21 402	-1 032	6 697		13 673
Total 3 Encours Corporelles	21 402	-1 032	6 697	0	13 673
Acomptes					
TOTAL	7 742 800	609 568	0	273 433	8 078 933



3.2 Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2017
Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles	89 402	16 675		106 077
Total 1	89 402	16 675	0	106 077
Terrains	1 302	196		1 498
Constructions	219 289	82 216		301 505
Installations générales et agencements	5 183	413		5 597
Installations techniques, matériels et outillages	311 783	6 336		318 119
Matériel de transport	3 295 007	529 834	273 433	3 551 408
Matériel de bureau informatique, mobilier	67 122	6 396		73 519
Emballages récupérables et divers				
Total 2	3 899 686	625 391	273 433	4 251 646
TOTAL	3 989 088	642 066	273 433	4 357 723

3.3 Tableau des immobilisations financières

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2016	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2017	Provision	Valeur Nette au 31/12/2017
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	14 802			14 802		14 802
TOTAL	14 802	0	0	14 802	0	14 802



3.4 Créances

3.4.1 Etat des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	14 802	0	14 802
ACTIF CIRCULANT :			
Clients	982 545	982 545	
Clients douteux			
Personnel et comptes rattachés	19 863	19 863	
Organismes sociaux	3 575	3 575	
Etat : impôts et taxes diverses	727 645	727 645	
Groupe et associés	111 644	111 644	
Débiteurs divers	1 616 106	1 616 106	
Charges constatées d'avance	5 517	5 517	
TOTAL	3 481 697	3 466 895	14 8020

3.4.2 Créances clients et comptes rattachés

CREANCES (euros)	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Créances clients et comptes rattachés	982 545		982 545	514 676
Autres créances	2 478 833		2 478 833	1 113 214
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	3 461 378	0	3 461 378	1 627 890

Dont créances Groupe :

CREANCES GROUPE (euros)	31/12/2017	31/12/2016
Clients sociétés affiliées consolidées France	224 388	234 820
Clients sociétés mères et Divers		
Clients sociétés affiliées consolidées		
Clients factures à établir Groupe	44 000	59 267
TOTAL	268 388	294 087



3.5 Détail des produits à recevoir

Rubrique	31/12/2017	31/12/2016
PRODUITS A RECEVOIR	717 722	274 735
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	487 392	92 306
418100 - CLIENTS - FAE	443 392	33 040
418200 - CLIENTS GRPE - FAE	44 000	59 267
AUTRES CREANCES	230 330	182 428
409800 - FRS RRRO&AV NON RECU	31 820	31 820
409820 - FRS GPE RRRONON RECU	5 294	5 294
448700 - ETAT - TIPP A RECEV	91 666	126 723
448710 - ETAT - AUTRES PAR	82 958	
468700 - DIVERS - PAR	18 592	18 592
TOTAL	717 722	274 735

3.6 Détail des charges et produits constatés d'avance

Rubrique	31/12/2017	31/12/2016
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 517	2 533
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	5 517	2 533
486000 - CCA FRS HORS GROUPE	5 517	2 533
TOTAL	5 517	2 533



4 NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 Capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde au 31/12/2017	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		2 412 115	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		2 412 115	
Variation en cours d'exercice		En moins	En plus
Variation du capital			
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement		226820	143827
Variations des provisions réglementées		102734	98922
Autres variations			
Résultat de l'exercice			429788
Solde		329 554	672 537
Situation à la clôture de l'exercice		Solde au 31/12/2017	
Capitaux propres avant répartition		2 755 099	

- **Capital social**

Le capital social est composé de 8 500 parts sociales de 15 euros de valeur nominale chacune.

- **Affectation du résultat de l'exercice précédent**

L'Assemblée Générale du 31/05/2017 a affecté le résultat de l'exercice 2016 s'élevant à 255 463 euros de la manière suivante :

AFFECTATIONS (euros)	2017
Réserve légale	
Autres réserves	101 361
Dividendes versés	
Autres répartitions	
Report à nouveau	557 877



- **Provisions réglementées et subventions d'investissement**

Les provisions réglementées incluent -3 812 euros au titre des amortissements dérogatoires, dont 98 922 euros dotés et 102 734 euros de reprise sur l'exercice.

En 2017, la société s'est vu attribuer 143 827 euros de subventions d'investissement.

4.2 Provisions

4.2.1 Provisions pour charges

(euros)	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Provisions pour pensions et obligations similaires	14 503	347		14 850
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	14 503	347	0	14 850

4.2.2 Provisions pour dépréciation

Des dépréciations sur actif ont été comptabilisées pour un montant de 0 euros au 31/12/2017, alors qu'elles s'élevaient à 23 178 euros au 31/12/2016. Elles portent principalement sur des clients douteux

(euros)	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations				
Provisions autres immos financières				
Total 1	0	0	0	0
Stocks et en cours				
Total 2	0	0	0	0
Clients douteux	23 178		23 178	
Autres créances				
Total 3	31 178	0	28 866	0
TOTAL	31 178	0	28 866	0



4.3 Etat des échéances des dettes

DETTES (euros)	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	4 267	4 267		
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	567 704	93 204	433 750	40 750
Fournisseurs et comptes rattachés	863 063	863 063		
Personnel et comptes rattachés	291 745	291 745		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	294 762	294 762		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	64 130	64 130		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	22 487	22 487		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	592 997	592 997		
Groupe et associés	1 742 832	1 742 832		
Autres dettes	12 459	12 459		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4 456 446	3 981 946	433 750	40 750
Emprunts souscrits en cours d'exercice	6 454			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	94 202			



4.4 Dettes d'exploitation

4.4.1 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

(euros)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Fournisseurs Groupe	18922	340048
Fournisseurs France	814304	539300
Fournisseurs Etrangers		
Effets à Payer autres que le Groupe		
Effets à payer Groupe		
Fournisseurs factures non parvenues	622834	484760
TOTAL	1 456 060	1 364 108

4.5 Détail des charges à payer

Rubrique	31/12/2017	31/12/2016
CHARGES A PAYER	1 089 764	946 131
EMPRUNTS DETTES FINANCIERES	6 454	7 452
178800 - ICNE EMP INTRAGROUPE	6 454	7 452
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	604 370	459 077
408100 - FRS FNP SUR ABS	350 295	275 383
408110 - FRS HG FNP AUTOMATIQ	39 873	100 029
408200 - FRS GRPE FNP SUR ABS	214 201	83 665
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	18 464	25 682
408410 - FRS HG FNP IMMO INCO	2 056	
408420 - FRS HG FNP IMMO CORP	16 408	25 682
AUTRES DETTES	12 459	12 752
419800 - RRR A ACC & AUT A.AE	12 459	12 752
DETTES FISCALES ET SOCIALES	448 017	441 167
428200 - DETTES PROV PR CP	158 143	160 857
428400 - PARTICIPATION	68 352	36 376
428610 - PROVISIONS RTT	16 128	19 092
428612 - PROVISIONS RC	17 987	21 734
428620 - PROV IND FIN CONTRAT	1 570	410



Rubrique	31/12/2017	31/12/2016
428631 - PROV PRIME FIN ANNEE	24 570	19 500
428660 - PERSO PROV INTERESST	1 599	25 374
438200 - CHGES SOC S/CP	63 389	66 461
438400 - PROV FORF SOC PARTIC	18 584	7 275
438610 - PROV CS SUR RTT	6 903	8 558
438612 - PROV CHGES SOC S/ RC	7 864	9 690
438620 - PROV CS S/ INDEM FDC	590	173
438631 - PROV CS PRIME FIN AN		4 227
438650 - EFFORT CONSTRUCTION	15 455	7 915
438660 - FORMATION 1%	16 755	17 588
438662 - FORMATION 0,2% + 1%	712	524
438670 - TAXE APPRENTISSAGE	11 393	11 960
448600 - TAXE S/ SAL A PAYER	11 985	13 643
448610 - ETAT - FGA	6 037	9 810
TOTAL	1 089 764	946 131



5 NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Aucune ventilation n'est faite concernant le chiffre d'affaires par secteur géographique ou par activité compte tenu de l'unité de chacun de ces critères.

(euros)	Exercice 2017			Exercice 2016
	France	Export at intra.	Total	Total
Ventes de marchandises				
Ventes de produits finis				
Production vendue de services	5 771 915		5 771 915	5 461 871
Chiffre d'affaires	5 771 915		5 771 915	5 461 871

5.2 Détail des autres produits et charges d'exploitation

AUTRES PRODUITS (euros)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Prix de vente du matériel de transport	2369	47200
Différence de règlement	9715	45
Autres	93352	12165
TOTAL	105436	59410

AUTRES CHARGES (euros)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Redevances pour concessions brevets etc...		24336
Jetons de présence		
Pertes sur créances irrécouvrables	26432	
Frais de conseils et d'assemblées		
VNC du matériel de transport cédé		188179
Différences de règlements	15	149
Autres	8568	7023
TOTAL	35015	219687



5.3 Transferts de charge

Nature des transferts (euros)	Montant	Imputation au compte
<i>Transfert de charges d'exploitation</i>		
Fongecif	11 006	791 112
Remboursement assurance	9 592	791 510
Remboursement TICPE	85 968	791 810
TOTAL	106 566	

5.4 Charges et produits exceptionnels

Nature des charges (euros)	Montant	Imputation au compte
Pénalités, amendes fiscales et pénales	120	671 200
Dotations amortissements dérogatoires	98 922	687 250
TOTAL	99 042	

Nature des produits (euros)	Montant	Imputation au compte
Quote part des subventions reversées en compte de résultat	226 820	777 010
Reprises amortissements dérogatoires	102 734	787 250
TOTAL	329 554	



5.5 Impôts sur les bénéfices

5.5.1 Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

Répartition (euros)	Résultat avant impôt	Taux d'impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	331 060,00	30,57%	101 194	229 865,64
Résultat exceptionnel à court terme	230 752,00	33,33%	76 910	153 842,36
Résultat exceptionnel à long terme			-	-
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	- 65 563,45		-	- 65 563,45
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi			- 111 644	111 644,00
Crédits d'impôts autres			-	-
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			-	-
RESULTAT COMPTABLE	496 249		66 460	429 789

5.5.2 Incidences des dispositions fiscales sur le résultat

La société a comptabilisé sur l'exercice 2017 98 922 euros au titre des dotations aux amortissements dérogatoires et 102 734 euros de reprise d'amortissement dérogatoires, conduisant à une augmentation d'impôt de 1 271 euros.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi a eu un impact positif de 111 644 euros sur le résultat de l'exercice 2017.



5.5.3 Situation fiscale latente et différée

Rubriques (euros)	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	187 940
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	187 940
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	21 854
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	21 854
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	166 086
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	0



6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Transactions effectuées avec des parties liées

Aucune information n'est donnée au titre des transactions conclues entre les parties liées dans la mesure où ces transactions sont non significatives.

6.2 Engagements de retraite et des médailles du travail

6.2.1 Indemnités de départ en retraite

Le montant des indemnités de départ à la retraite s'élève au 31/12/2017 à 100 552 euros.

Ce montant n'est pas provisionné dans les comptes sociaux et figure dans les engagements financiers.

6.2.2 Médailles du travail

Le montant provisionné dans les comptes sociaux au titre des médailles du travail s'élève à 14 850 euros au 31/12/2017.

6.3 Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié
Conducteurs	52
Ouvriers	1
Employés	6
Maitrise & Hautes mitrises	4
TOTAL	63

L'effectif moyen est égal à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'année civile :

- L'effectif employé à temps partiel n'est donc pas pris en compte au prorata de sa présence,
- L'effectif ne tient pas compte du personnel mis à disposition (personnel intérimaire et personnel détaché ou prêté).



6.4 Information relative au CPF

Le compte personnel de formation (CPF), est financé par le versement de la contribution unique aux organismes paritaires collecteurs agréés qui en assument ainsi la gestion.

6.5 Identité de la société consolidante

La société fait partie d'un groupe dont la société consolidante est la Société GROUPE KEOLIS S.A.S., enregistrée et domiciliée en France sous le n° SIRET 49432127600037, dont le siège social est situé au 20/22 rue Le Peletier - 75009 PARIS.

Les comptes consolidés de GROUPE KEOLIS S.A.S. sont établis en conformité avec les articles L 233-16 à L 233-28 du Code de commerce. Ils sont disponibles sur le site www.keolis.com.

Les comptes de la société sont intégrés dans les comptes consolidés de la *Société GROUPE KEOLIS S.A.S* suivant la méthode de l'intégration globale.

7 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

- *Néant.*



KEOLIS VAL D'OISE
Société en Nom Collectif au capital de 127 500 €
Siège Social : 1, chemin Pavé 95340 BERNES SUR OISE
339 654 147 RCS Pontoise

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 29 MAI 2018**

[...]

DEUXIEME RESOLUTION

La Collectivité des associés approuve les propositions de la gérance et, après avoir constaté que les comptes de l'exercice se soldent par un bénéfice de 429 788,11 euros, décide de l'affecter de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	429 788,11
Report antérieur	557 877,43
Bénéfice distribuable	<u>987 665,54</u>
Dotation en réserve diverse	111 644,00
A reporter à nouveau	<u>876 021,54</u>

La Collectivité des associés reconnaît en outre qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercice	Dividende	Montant des revenus distribués éligibles à la réfaction	Montant des revenus distribués non éligibles à la réfaction
2016	0 €	0 €	0 €
2015	0 €	0 €	0 €
2014	85 000 € Soit 10 € par part	0 €	85 000 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

[...]

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
LE GERANT



KEOLIS VAL D'OISE

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2017)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Aux Associés
KEOLIS VAL D'OISE
1 CHEMIN PAVE
95340 BERNES SUR OISE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société KEOLIS VAL D'OISE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 7 mai 2018

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Alexis Rey

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2017

SNC KEOLIS VAL D'OISE

1 Chemin Pavé

95340 Bernes sur Oise

FRANCE

339654147

I. BILAN AU 31/12/2017

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	58 553	58 042	512	1 187
Fonds commercial	160 000	32 000	128 000	144 000
Autres immobilisations incorporelles	17 749	16 036	1 714	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	3 179	1 498	1 681	1 877
Constructions	1 446 989	301 505	1 145 484	1 221 320
Installations techniques, mat. et outillage	353 434	318 119	35 315	39 459
Autres immobilisations corporelles	6 025 356	3 630 523	2 394 833	2 324 466
Immobilisations en cours	13 673		13 673	21 402
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres immobilisations financières	14 802		14 802	14 802
ACTIF IMMOBILISE	8 093 736	4 357 722	3 736 014	3 768 514
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	23 347		23 347	48 946
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	982 545		982 545	514 676
Autres créances	2 478 833		2 478 833	1 113 214
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (Donc actions propres) :				
Disponibilités	139		139	98
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	5 517		5 517	2 533
ACTIF CIRCULANT	3 490 380		3 490 380	1 679 467
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	11 584 116	4 357 722	7 226 394	5 447 981



B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2017	Exercice 2016
Capital social ou individuel (dont versé : 127 500)	127 500	127 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)	2 082	2 082
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	365 720	264 359
Report à nouveau	557 877	403 776
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	429 788	255 463
Subventions d'investissement	708 311	791 303
Provisions réglementées	563 821	567 633
CAPITAUX PROPRES	2 755 099	2 412 115
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Droits du concédant		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	14 850	14 503
PROVISIONS	14 850	14 503
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 267	4 307
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	567 704	655 452
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	863 063	718 444
Dettes fiscales et sociales	673 123	653 190
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	592 997	335 664
Autres dettes	1 755 292	654 305
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	4 456 445	3 021 363
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	7 226 394	5 447 981



II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2017

Rubriques	Exercice 2017	Exercice 2016
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	5 771 915	5 461 871
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	5 771 915	5 461 871
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges	129 744	185 876
Autres produits	105 436	59 411
PRODUITS D'EXPLOITATION	6 007 095	5 707 157
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	552 659	527 778
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	26 943	-4 047
Autres achats et charges externes	1 666 391	1 452 996
Impôts, taxes et versements assimilés	269 025	270 906
Salaires et traitements	1 766 133	1 865 334
Charges sociales	700 722	743 356
Dotations d'exploitation :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	642 066	562 054
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		5 226
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		1 680
Dotations aux provisions	347	
Autres charges	35 015	219 686
CHARGES D'EXPLOITATION	5 659 301	5 644 969
RESULTAT D'EXPLOITATION	347 794	62 187
OPERATIONS EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	-3 227	
Produits financiers de participations	-3 227	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	13 507	32 938
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	13 507	32 938
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	-16 734	-32 938
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	331 060	29 249
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	226 820	267 799
Reprises sur provisions et transferts de charges	102 734	105 370
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-120	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	98 922	116 335
RESULTAT EXCEPTIONNEL	230 752	256 833



Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	65 563	36 237
Impôts sur les bénéfices	66 460	-5 617
TOTAL DES PRODUITS	6 333 422	6 080 325
TOTAL DES CHARGES	5 903 634	5 824 862
BENEFICE OU PERTE	429 788	255 463



III. ANNEXE

1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	8		
2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	8		
2.1 CONTRAT GERE	8		
2.2 IMMOBILISATIONS	9		
2.2.1 Immobilisations incorporelles.....	9		
2.2.2 Immobilisations corporelles.....	9		
2.2.3 Immobilisations financières.....	10		
2.3 INFORMATION SUR LES STOCKS	10		
2.4 INFORMATION SUR LES CREANCES ET LES DETTES	10		
2.5 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.			
2.6 DISPONIBILITES ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.			
2.7 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10		
2.8 AVANTAGES AU PERSONNEL	10		
2.9 SUBVENTIONS PUBLIQUES D'INVESTISSEMENTS ..	11		
2.10 SITUATION FISCALE	11		
2.11 CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.			
2.12 NOTION DE RESULTAT COURANT ET DE RESULTAT EXCEPTIONNEL	11		
2.13 CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI (CICE) (APPLICABLE UNIQUEMENT POUR LES ENTITES AYANT CONSTATE UN CICE DANS LE CADRE DE L'INTEGRATION FISCALE)	11		
3 NOTES SUR LE BILAN ACTIF	12		
3.1 ACTIF IMMOBILISE	12		
3.2 TABLEAU DES AMORTISSEMENTS	13		
3.3 TABLEAU DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	13		
3.4 CREANCES	14		
3.4.1 Etat des échéances des créances....	14		
3.4.2 Créances clients et comptes rattachés	14		
3.4.3 Créances représentées par des effets de commerce (si applicable).....	Erreur ! Signet non défini.		
3.5 DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR	15		
3.6 DISPONIBILITES ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.			
3.7 DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	15		
4 NOTES SUR LE BILAN PASSIF	16		
4.1 CAPITAUX PROPRES	16		
4.2 PROVISIONS	17		
		4.2.1 Provisions pour risques	Erreur ! Signet non défini.
		4.2.2 Provisions pour charges.....	17
		4.2.3 Provisions pour dépréciation	17
4.3 ETAT DES ECHEANCES DES DETTES	18		
4.4 DETTES D'EXPLOITATION	19		
4.4.1 Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19		
4.4.2 Dettes diverses	Erreur ! Signet non défini.		
4.5 DETAIL DES CHARGES A PAYER	19		
4.6 ECARTS DE CONVERSION SUR CREANCES ET DETTES EN MONNAIES ETRANGERES ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.			
5 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 21			
5.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES	21		
5.2 DETAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	21		
5.3 QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS COMMUNES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.		
5.4 TRANSFERTS DE CHARGE	22		
5.5 CHARGES ET PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.		
5.6 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS	22		
5.7 IMPOTS SUR LES BENEFICES	23		
5.7.1 Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel	23		
5.7.2 Incidences des dispositions fiscales sur le résultat.....	23		
5.7.3 Situation fiscale latente et différée	24		
6 AUTRES INFORMATIONS	25		
6.1 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC DES PARTIES LIEES	25		
6.2 ENGAGEMENTS FINANCIERS ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.			
6.3 ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET DES MEDAILLES DU TRAVAIL	25		
6.3.1 Indemnités de départ en retraite ...	25		
6.3.2 Médailles du travail.....	25		
6.4 INFORMATIONS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.			
6.5 DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.			
6.6 PASSIF EVENTUEL (A AJOUTER UNIQUEMENT SI L'ENTITE EST CONCERNEE) ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.			
6.7 EFFECTIF MOYEN	25		
6.8 INFORMATION RELATIVE AU CPF	26		



**6.9 REMUNERATIONS ALLOUEES AUX ORGANES
D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE
SURVEILLANCE ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

6.10 IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE26

**6.11 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES
ET PARTICIPATIONS ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

**7 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS
SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE
DE L'EXERCICE..... 26**



1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les événements suivants sont intervenus au cours de l'exercice :

- **Gain et renouvellement de contrat**

Au cours de l'exercice 2017, les négociations avec IDF MOBILITE ont aboutie au passage du contrat CT2 au contrat CT3 concernant la délégation de service public.

- **CICE**

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice) ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises il est affecté à la reconstitution du fonds de roulement.

2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis selon les règles énoncées par le plan comptable général suivant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC 2015-06 de l'Autorité des Normes Comptables, et les principes généralement admis dans la profession.

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour la présentation des états financiers, il n'est pas fait recours aux adaptations professionnelles du plan comptable professionnel PCG (art. 111-1 et 831-1/1).

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

2.1 Contrat géré

Notre société gère les transports publics de voyageurs de lignes régulières dans le département du Val d'Oise dans le cadre d'un contrat.

Conformément au contrat d'exploitation, les charges comprennent l'ensemble des coûts. Les produits sont constitués de la contribution forfaitaire versée par la collectivité et des recettes de la billetterie.



2.2 Immobilisations

Dans le cadre des conventions de délégation de service public, les immobilisations inscrites au bilan faisant l'objet d'un retour à l'autorité organisatrice en fin de délégation lui sont cédées à leur valeur nette comptable.

Le fonds de commerce inscrit à l'actif du bilan est composé de :

- Fonds commercial

2.2.1 Immobilisations incorporelles

- **Autres immobilisations incorporelles**

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les modes et durées d'amortissement sont les suivants :

Durée d'amortissement fiscal	DUREE	MODE
Logiciels informatiques	3 à 5 ans	Linéaire

2.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les modes et durées d'amortissement sont les suivants :

Immobilisations corporelles	DUREE	MODE
Constructions	15 à 20 ans	Linéaire
Matériels et outillages	5 à 10 ans	Linéaire
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel automobile		Linéaire
Véhicules neufs		Linéaire
Véhicules de tourisme	5 ans	Linéaire
Véhicules utilitaires (-3,5t de P.T.C.)	5 ans	Linéaire
Remorques	10 ans	Linéaire
Autocars et autobus	8 à 15 ans	Linéaire
Véhicules d'occasion	2 à 14 ans	Linéaire

La société applique l'amortissement dégressif fiscal pour le matériel roulant.

La différence entre l'amortissement dégressif et l'amortissement économique est comptabilisée au passif du bilan en amortissements dérogatoires.



Les coefficients d'amortissement dégressif appliqués sont les suivants pour les biens acquis sur 2017:

Durée d'amortissement fiscal	Coefficient
3 ou 4 ans	1,25
4 ou 6 ans	1,75
+ 6 ans	2,25

2.2.3 Immobilisations financières

- **Autres immobilisations financières**

Elles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Le cas échéant, une dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'utilité devient inférieure à leur coût d'acquisition.

2.3 Information sur les stocks

Les stocks portent sur des éléments interchangeables et sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré (CMP). Une dépréciation est constatée pour ramener ce coût à la valeur nette de réalisation si elle est inférieure.

2.4 Information sur les créances et les dettes

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Le cas échéant, une dépréciation est constituée dès constatation d'un risque de non recouvrement.

2.5 Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers résultant d'un évènement passé, dont le montant peut être estimé de manière suffisamment fiable et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

2.6 Avantages au personnel

Les avantages au personnel regroupent les indemnités de départ en retraite et les médailles du travail.

Les évaluations de ces obligations au titre des prestations définies sont effectuées annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des avantages au personnel sont les suivantes :



Durée d'amortissement fiscal	Coefficient
Taux d'actualisation	0.88
Taux d'inflation attendu sur le long terme	1,75
Taux de progression des assiettes salariales servant au calcul des indemnités de fin de carrière	4.7%
Taux moyen de rotation	3.0%
Type de départ en retraite	A l'initiative du salarié
Table de mortalité 2013	INSEE TD/TV 2012 - 2014

2.7 Subventions publiques d'investissements

Les subventions publiques qui couvrent partiellement ou totalement le coût des immobilisations sont comptabilisées au passif. Ces subventions d'investissements sont reprises en résultat au rythme des amortissements des immobilisations correspondantes.

2.8 Situation fiscale

Les résultats de la société sont intégrés dans le cadre d'un régime fiscal groupe. La société mère du groupe fiscal est la société GROUPE KEOLIS S.A.S. La convention prévoit que la société calcule la charge d'impôt comme si elle était imposée séparément.

Les économies réalisées par le régime fiscal de groupe liées aux déficits reportables sont conservées par la société mère en compte de résultat. Par contre, elles sont réallouées à la filiale au fur et à mesure de ses bénéfices à venir.

2.9 Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les plus ou moins values cycliques sur matériel de transport sont reclassées en résultat d'exploitation.

2.10 Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) (Applicable uniquement pour les entités ayant constaté un Cice dans le cadre de l'intégration fiscale)

Le CICE, qui est un crédit d'impôt, est inscrit en diminution de l'impôt sur les sociétés.



3 NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 Actif immobilisé

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2017
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles	234 589	1 714			236 302
Total 1 Incorporelles	234 589	1 714	0	0	236 302
Terrains	3 179				3 179
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	1 440 609	6 380			1 446 989
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	6 125	6 103			12 227
Installations techniques, matériels et outillages	351 242		-2 192		353 434
Matériel de transport	5 612 132	587 022	-4 505	273 433	5 930 226
Matériel de bureau et informatique, mobilier	73 522	9 381			82 903
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	7 486 809	608 886	-6 697	273 433	7 828 958
Immobilisations corporelles en cours (1)	21 402	-1 032	6 697		13 673
Total 3 Encours Corporelles	21 402	-1 032	6 697	0	13 673
Acomptes					
TOTAL	7 742 800	609 568	0	273 433	8 078 933



3.2 Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2017
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	89 402	16 675		106 077
Total 1	89 402	16 675	0	106 077
Terrains	1 302	196		1 498
Constructions	219 289	82 216		301 505
Installations générales et agencements	5 183	413		5 597
Installations techniques, matériels et outillages	311 783	6 336		318 119
Matériel de transport	3 295 007	529 834	273 433	3 551 408
Matériel de bureau informatique, mobilier	67 122	6 396		73 519
Emballages récupérables et divers				
Total 2	3 899 686	625 391	273 433	4 251 646
TOTAL	3 989 088	642 066	273 433	4 357 723

3.3 Tableau des immobilisations financières

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2016	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2017	Provision	Valeur Nette au 31/12/2017
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	14 802			14 802		14 802
TOTAL	14 802	0	0	14 802	0	14 802



3.4 Créances

3.4.1 Etat des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	14 802	0	14 802
ACTIF CIRCULANT :			
Clients	982 545	982 545	
Clients douteux			
Personnel et comptes rattachés	19 863	19 863	
Organismes sociaux	3 575	3 575	
Etat : impôts et taxes diverses	727 645	727 645	
Groupe et associés	111 644	111 644	
Débiteurs divers	1 616 106	1 616 106	
Charges constatées d'avance	5 517	5 517	
TOTAL	3 481 697	3 466 895	14 8020

3.4.2 Créances clients et comptes rattachés

CREANCES (euros)	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Créances clients et comptes rattachés	982 545		982 545	514 676
Autres créances	2 478 833		2 478 833	1 113 214
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	3 461 378	0	3 461 378	1 627 890

Dont créances Groupe :

CREANCES GROUPE (euros)	31/12/2017	31/12/2016
Clients sociétés affiliées consolidées France	224 388	234 820
Clients sociétés mères et Divers		
Clients sociétés affiliées consolidées		
Clients factures à établir Groupe	44 000	59 267
TOTAL	268 388	294 087



3.5 Détail des produits à recevoir

Rubrique	31/12/2017	31/12/2016
PRODUITS A RECEVOIR	717 722	274 735
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	487 392	92 306
418100 - CLIENTS - FAE	443 392	33 040
418200 - CLIENTS GRPE - FAE	44 000	59 267
AUTRES CREANCES	230 330	182 428
409800 - FRS RRRO&AV NON RECU	31 820	31 820
409820 - FRS GPE RRRONON RECU	5 294	5 294
448700 - ETAT - TIPP A RECEV	91 666	126 723
448710 - ETAT - AUTRES PAR	82 958	
468700 - DIVERS - PAR	18 592	18 592
TOTAL	717 722	274 735

3.6 Détail des charges et produits constatés d'avance

Rubrique	31/12/2017	31/12/2016
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 517	2 533
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	5 517	2 533
486000 - CCA FRS HORS GROUPE	5 517	2 533
TOTAL	5 517	2 533



4 NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 Capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde au 31/12/2017
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		2 412 115
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		2 412 115
Variation en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variation du capital		
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		226820
Variations des provisions réglementées		102734
Autres variations		
Résultat de l'exercice		429788
Solde		329 554
Situation à la clôture de l'exercice		Solde au 31/12/2017
Capitaux propres avant répartition		2 755 099

- **Capital social**

Le capital social est composé de 8 500 parts sociales de 15 euros de valeur nominale chacune.

- **Affectation du résultat de l'exercice précédent**

L'Assemblée Générale du 31/05/2017 a affecté le résultat de l'exercice 2016 s'élevant à 255 463 euros de la manière suivante :

AFFECTATIONS (euros)	2017
Réserve légale	
Autres réserves	101 361
Dividendes versés	
Autres répartitions	
Report à nouveau	557 877



- **Provisions réglementées et subventions d'investissement**

Les provisions réglementées incluent -3 812 euros au titre des amortissements dérogatoires, dont 98 922 euros dotés et 102 734 euros de reprise sur l'exercice.

En 2017, la société s'est vu attribuer 143 827 euros de subventions d'investissement.

4.2 Provisions

4.2.1 Provisions pour charges

(euros)	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Provisions pour pensions et obligations similaires	14 503	347		14 850
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	14 503	347	0	14 850

4.2.2 Provisions pour dépréciation

Des dépréciations sur actif ont été comptabilisées pour un montant de 0 euros au 31/12/2017, alors qu'elles s'élevaient à 23 178 euros au 31/12/2016. Elles portent principalement sur des clients douteux

(euros)	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations				
Provisions autres immos financières				
Total 1	0	0	0	0
Stocks et en cours				
Total 2	0	0	0	0
Clients douteux	23 178		23 178	
Autres créances				
Total 3	31 178	0	28 866	0
TOTAL	31 178	0	28 866	0



4.3 Etat des échéances des dettes

DETTES (euros)	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	4 267	4 267		
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	567 704	93 204	433 750	40 750
Fournisseurs et comptes rattachés	863 063	863 063		
Personnel et comptes rattachés	291 745	291 745		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	294 762	294 762		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	64 130	64 130		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	22 487	22 487		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	592 997	592 997		
Groupe et associés	1 742 832	1 742 832		
Autres dettes	12 459	12 459		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4 456 446	3 981 946	433 750	40 750
Emprunts souscrits en cours d'exercice	6 454			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	94 202			



4.4 Dettes d'exploitation

4.4.1 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

(euros)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Fournisseurs Groupe	18922	340048
Fournisseurs France	814304	539300
Fournisseurs Etrangers		
Effets à Payer autres que le Groupe		
Effets à payer Groupe		
Fournisseurs factures non parvenues	622834	484760
TOTAL	1 456 060	1 364 108

4.5 Détail des charges à payer

Rubrique	31/12/2017	31/12/2016
CHARGES A PAYER	1 089 764	946 131
EMPRUNTS DETTES FINANCIERES	6 454	7 452
178800 - ICNE EMP INTRAGROUPE	6 454	7 452
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	604 370	459 077
408100 - FRS FNP SUR ABS	350 295	275 383
408110 - FRS HG FNP AUTOMATIQ	39 873	100 029
408200 - FRS GRPE FNP SUR ABS	214 201	83 665
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	18 464	25 682
408410 - FRS HG FNP IMMO INCO	2 056	
408420 - FRS HG FNP IMMO CORP	16 408	25 682
AUTRES DETTES	12 459	12 752
419800 - RRR A ACC & AUT A.AE	12 459	12 752
DETTES FISCALES ET SOCIALES	448 017	441 167
428200 - DETTES PROV PR CP	158 143	160 857
428400 - PARTICIPATION	68 352	36 376
428610 - PROVISIONS RTT	16 128	19 092
428612 - PROVISIONS RC	17 987	21 734
428620 - PROV IND FIN CONTRAT	1 570	410



Rubrique	31/12/2017	31/12/2016
428631 - PROV PRIME FIN ANNEE	24 570	19 500
428660 - PERSO PROV INTERESST	1 599	25 374
438200 - CHGES SOC S/CP	63 389	66 461
438400 - PROV FORF SOC PARTIC	18 584	7 275
438610 - PROV CS SUR RTT	6 903	8 558
438612 - PROV CHGES SOC S/ RC	7 864	9 690
438620 - PROV CS S/ INDEM FDC	590	173
438631 - PROV CS PRIME FIN AN		4 227
438650 - EFFORT CONSTRUCTION	15 455	7 915
438660 - FORMATION 1%	16 755	17 588
438662 - FORMATION 0,2% + 1%	712	524
438670 - TAXE APPRENTISSAGE	11 393	11 960
448600 - TAXE S/ SAL A PAYER	11 985	13 643
448610 - ETAT - FGA	6 037	9 810
TOTAL	1 089 764	946 131



5 NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Aucune ventilation n'est faite concernant le chiffre d'affaires par secteur géographique ou par activité compte tenu de l'unité de chacun de ces critères.

(euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
	France	Export at intra.	Total	Total
Ventes de marchandises				
Ventes de produits finis				
Production vendue de services	5 771 915		5 771 915	5 461 871
Chiffre d'affaires	5 771 915		5 771 915	5 461 871

5.2 Détail des autres produits et charges d'exploitation

AUTRES PRODUITS (euros)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Prix de vente du matériel de transport	2369	47200
Différence de règlement	9715	45
Autres	93352	12165
TOTAL	105436	59410

AUTRES CHARGES (euros)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Redevances pour concessions brevets etc...		24336
Jetons de présence		
Pertes sur créances irrécouvrables	26432	
Frais de conseils et d'assemblées		
VNC du matériel de transport cédé		188179
Différences de règlements	15	149
Autres	8568	7023
TOTAL	35015	219687



5.3 Transferts de charge

Nature des transferts (euros)	Montant	Imputation au compte
<i>Transfert de charges d'exploitation</i>		
Fongecif	11 006	791 112
Remboursement assurance	9 592	791 510
Remboursement TICPE	85 968	791 810
TOTAL	106 566	

5.4 Charges et produits exceptionnels

Nature des charges (euros)	Montant	Imputation au compte
Pénalités, amendes fiscales et pénales	120	671 200
Dotations amortissements dérogatoires	98 922	687 250
TOTAL	99 042	

Nature des produits (euros)	Montant	Imputation au compte
Quote part des subventions reversées en compte de résultat	226 820	777 010
Reprises amortissements dérogatoires	102 734	787 250
TOTAL	329 554	



5.5 Impôts sur les bénéfices

5.5.1 Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

Répartition (euros)	Résultat avant impôt	Taux d'impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	331 060,00	30,57%	101 194	229 865,64
Résultat exceptionnel à court terme	230 752,00	33,33%	76 910	153 842,36
Résultat exceptionnel à long terme			-	-
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	- 65 563,45		-	- 65 563,45
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi			- 111 644	111 644,00
Crédits d'impôts autres			-	-
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			-	-
RESULTAT COMPTABLE	496 249		66 460	429 789

5.5.2 Incidences des dispositions fiscales sur le résultat

La société a comptabilisé sur l'exercice 2017 98 922 euros au titre des dotations aux amortissements dérogatoires et 102 734 euros de reprise d'amortissement dérogatoires , conduisant à une augmentation d'impôt de 1 271 euros.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi a eu un impact positif de 111 644 euros sur le résultat de l'exercice 2017.



5.5.3 Situation fiscale latente et différée

Rubriques (euros)	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	187 940
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	187 940
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	21 854
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	21 854
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	166 086
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	0



6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Transactions effectuées avec des parties liées

Aucune information n'est donnée au titre des transactions conclues entre les parties liées dans la mesure où ces transactions sont non significatives.

6.2 Engagements de retraite et des médailles du travail

6.2.1 Indemnités de départ en retraite

Le montant des indemnités de départ à la retraite s'élève au 31/12/2017 à 100 552 euros.

Ce montant n'est pas provisionné dans les comptes sociaux et figure dans les engagements financiers.

6.2.2 Médailles du travail

Le montant provisionné dans les comptes sociaux au titre des médailles du travail s'élève à 14 850 euros au 31/12/2017.

6.3 Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié
Conducteurs	52
Ouvriers	1
Employés	6
Maitrise & Hautes mitrises	4
TOTAL	63

L'effectif moyen est égal à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'année civile :

- L'effectif employé à temps partiel n'est donc pas pris en compte au prorata de sa présence,
- L'effectif ne tient pas compte du personnel mis à disposition (personnel intérimaire et personnel détaché ou prêté).



6.4 Information relative au CPF

Le compte personnel de formation (CPF), est financé par le versement de la contribution unique aux organismes paritaires collecteurs agréés qui en assument ainsi la gestion.

6.5 Identité de la société consolidante

La société fait partie d'un groupe dont la société consolidante est la Société GROUPE KEOLIS S.A.S., enregistrée et domiciliée en France sous le n° SIRET 49432127600037, dont le siège social est situé au 20/22 rue Le Peletier - 75009 PARIS.

Les comptes consolidés de GROUPE KEOLIS S.A.S. sont établis en conformité avec les articles L 233-16 à L 233-28 du Code de commerce. Ils sont disponibles sur le site www.keolis.com.

Les comptes de la société sont intégrés dans les comptes consolidés de la *Société GROUPE KEOLIS S.A.S* suivant la méthode de l'intégration globale.

7 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

- *Néant.*

